

COORDINATION

FÉMINISTE

ANTIRACISTE

ET

ÉCOLOGISTE



ÉTUDIANT·ES SOLIDAIRES

LES ENJEUX

Depuis la précédente élection, le climat ne s'est que dégradé, la volonté populaire a sans cesse été piétinée. D'un gouvernement illégitime à l'autre, les moyens de l'enseignement et la recherche publiques ont été coupés et les étudiant·es ont été précarisé·es par le refus de réformer les bourses. L'argent qui pourrait sauver nos services publics est pourtant versé, par les soins de l'État, dans la poche des ultrariches. Maintenant, ce sont **nos libertés qui sont attaquées**, Macron visant à militariser tous les secteurs pour mettre au pas la jeunesse. La fusion du capitalisme avec l'extrême-droite, entamée avec la loi "immigration" de 2023 et la **criminalisation des voix opposées au génocide** à Gaza, s'accélère. Pendant ce temps, notre capacité à bifurquer face à la **catastrophe climatique** s'affaiblit toujours.

Une **coalition syndicale progressiste** aurait dû naître pour défendre les étudiant·es de ces menaces. Les logiques d'appareil ont eu raison de cette candidature unitaire. Si certaines préfèrent que leur organisation soit devant leurs concurrent·es, nous refusons d'être les complices de cet aveuglement. Étudiant·es élu·es, syndicalistes ou associatif·ves, **nous avons le pouvoir** de bloquer la casse de nos droits et les discours de haine.

L'inclusion de tou·stes est cruciale pour **réaliser l'émancipation promise par l'enseignement supérieur public**. Nous porterons fort la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie. Un pied dans la rue, un pied dans les instances, le matin en section disciplinaire et le soir en distribution alimentaire, nous nous battrons pour des progrès concrets. **Ensemble, soyons l'alternative écolo féministe et solidaire !**

TU ES DOCTORANT·E ?

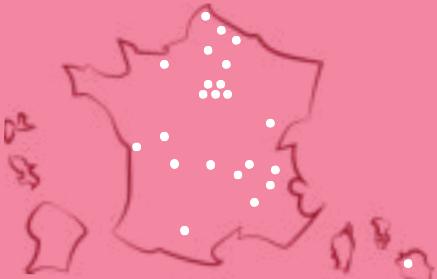
TU ÉTUDES EN ÉCOLE D'INGÉNIEUR·E ?

TOUTES NOS PROPOSITIONS ▶

RÉSUMÉ AU VERSO



DES ORGANISATIONS LOCALES



5.000 membres et 30.000 bénéficiaires
des actions sociales et culturelles
(distributions gratuites, mois de l'égalité, ...)

DES CAMPAGNES POUR NOS DROITS

- Pour l'accueil des étudiant·es étranger·es : aide aux titres de séjour, contre la loi "immigration" et contre "bienvenue en France",
- Liste la plus active pour **bloquer la hausse des loyers Crous en 2025**,
- Seule liste active pour **défendre les écoles** d'art et d'architecture en lutte pour des moyens publics dignes.

UNE VISION NATIONALE

- Actifs·ves au CNESER depuis 2 mandats
- Parmi les seul·es à s'opposer à la **sélection** créée avec Mon Master,
- Défense des **établissements de banlieue et d'Outre-Mer** face aux attaques du HCERES

NOS LUTTES

1. PAS UN·E ÉTUDIANT·E SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ

- Positionner le CNESER pour le **repas à 1€** pour tous·tes, le **gel des loyers** des Crous et un **revenu d'autonomie** au seuil de pauvreté, indexé sur l'inflation et pour tous·tes,
- Empêcher l'absorption des Crous par les universités,
- L'enseignement supérieur ne doit être financé que par l'Etat : **abolir tous les frais d'inscription.**

2. DES ÉTABLISSEMENTS INCLUSIFS, SANS RACISME, NI PATRIARCAT

- Former** toutes les étudiant·es et personnel·les contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles,
- Faire respecter et faciliter le droit d'utilisation du **prénom et prénom d'usage**,
- Harmoniser et améliorer **l'accueil et d'accompagnement** des étudiant·es en situation de handicap,
- Garantir **l'indépendance et l'efficacité** des cellules de signalement et des sections disciplinaires,
- Empêcher toutes les mesures **islamophobes** dans les formations et la vie étudiante,
- Supprimer les entraves imposées aux étranger·es et **régulariser** toutes les étudiant·es sans papiers.

3. UNE VIE ÉTUDIANTE ÉMANCIPATRICE

- Oeuvrer à l'**accessibilité et à la gratuité** des services de sport, culture et santé,
- Renforcer les **services de santé** étudiants, multiplier par 3 les psy conventionné·es,
- Abolir la taxe CVEC** et davantage soutenir les asso étudiantes par des moyens pérennes,
- Faire respecter partout les **aménagements** soutenant l'engagement étudiant.

4. RECTO-VERSO... ET VRAIE BIFURCATION ÉCOLO

- Former d'ici 2 ans** toutes les étudiant·es aux enjeux de bifurcation écologique en présentiel et en petits groupes,
- Développer des **formations** sur la bifurcation écolo et des coopérations de recherche dans toutes les régions,
- Financer et assurer l'**exemplarité de l'empreinte écologique** de tous les établissements,
- Assurer l'**indépendance** de nos établissements vis-à-vis des grands pollueurs.

5. RESPECTER, ENFIN, LA DÉMOCRATIE

- Faire élire nos représentant·es nationaux·ales au **suffrage direct** de tous·tes les étudiant·es,
- Donner un **pouvoir contraignant** au CNESER,
- Créer **plus de places** pour les étudiant·es et personnel·les dans les instances locales et nationales,
- Protéger les élu·es** étudiant·es par un statut national.

6. RESPECTER TOUS LES TERRITOIRES, DONT LES OUTRE-MER

- Cesser les **fusions** et les EPE, qui suppriment des postes et isolent les étudiant·es,
- Garantir l'**implantation** de formations complètes et de qualité dans tous les territoires,
- Garantir l'**égal accès** à tous les services, notamment de restauration et logement aidés, peu importe la distance de l'établissement aux campus,
- Doter** massivement les territoires d'**Outre-Mer** pour que chaque lycéen·ne puisse y étudier dans la filière de son choix. Que les mobilités des ultramarin·es soient totalement prises en charge et les bourses revalorisées.

7. REMPLACER LA PLUIE DANS L'AMPHI PAR DE LA WIFI

- Engager un **plan de rénovation** de tous nos espaces,
- Financer** pour créer assez de **places** pour accéder à la formation de son choix, de la licence au doctorat,
- Rompre avec les coupes** dans les financements publics de nos établissements et **abolir les COMP.**

8. SOUTIEN AUX DOCTORANT·ES

- Créer un **statut doctoral** pour reconnaître les doctorant·es comme travailleur·euses,
- Augmenter le **nombre de contrats** doctoraux dans toutes les disciplines,
- Tous·tes les doctorant·es doivent être **financé·es**,
- Appliquer la loi quant à la **mensualisation** des vacations,
- Garantir que toute équipe d'encadrement de thèse soit **formée** à l'encadrement, aux discriminations et aux risques socio-organisationnels.

9. ALIGNER TOUS NOS DROITS VERS LE HAUT

- Renforcer les **cadrages** nationaux des diplômes,
- Garantir à tous·tes des **droits fondamentaux** : rattrapages, compensations, redoublements,
- Généraliser les **congés menstruels** que nous instaurons,
- Encadrer le **distanciel** dans l'intérêt des étudiant·es.
- Remplacer Parcoursup et Mon Master par des **plateformes non sélectives** et facilitant l'orientation,

10. POUR NOS LIBERTÉS ET LA PAIX !

- Défendre les **droits des peuples et des nations** à disposer d'eux-même,
- Coopérer** spécifiquement avec les pays colonisés ou sous menace impérialiste,
- Positionner le CNESER contre le **génocide à Gaza**,
- Rompre tous les partenariats** avec des états enfreignant le droit international et des entreprises complices de génocide ou d'écocide,
- Empêcher les projets de **militarisation** de la jeunesse tels que le SNU,
- Faire respecter le **droit** et les **libertés**, empêcher tout fichage et exclusions arbitraires.

VOTE DU 2 AU 6 JUIN

Élection 2025 des étudiants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche



« Coordination Féministe, Antiraciste et Écologiste - Etudiant-es Solidaires »

- 1 : Mme NAHON Nahia (Université Paris I - 3ème année - Licence)
- 1 bis : M. BARTHÉLEMY Nathan (Université de La Rochelle - 3ème année - Licence)
- 2 : M. DEBESE Ezekias (Université de La Réunion - 2ème année - Licence)
- 2 bis : M. BITOCHO Yacoub (Université Paris Cité - 5ème année - Doctorat)
- 3 : Mme GOYÉ Romane (Centrale Lille Institut - 3ème année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 3 bis : Mme KERMAOUI Bouchra (Université Paris XIII - 3ème année - Licence)
- 4 : M. GATETE MANZI Fabrice (Institut national polytechnique Clermont Auvergne - 5ème année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 4 bis : M. CORNABE Sébastien (Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (ENTPE) - 1ère année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 5 : Mme BERGOT Anouk (Université Grenoble Alpes - 2ème année - Autres)
- 5 bis : Mme LALUQUE Louane (Institut national d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement (Vet Agro Sup) - 1ère année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 6 : M. QUIGUER Martin (Université de Lille - 1ère année - Licence)
- 6 bis : M. SAID Ratami (Université de Caen - 4ème année - Master)
- 7 : Mme GERARD Léa (Université Savoie Mont-Blanc - 1ère année - BUT)
- 7 bis : Mme DUCEP Emilia (Ecole nationale supérieure des Mines de Paris (Mines Paris) - Autre - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 8 : M. DOUMBIA Ibrahim (Université Polytechnique Hauts-de-France - 5ème année - Master)
- 8 bis : M. RINAUDO Aurélien (Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Institut Agro) - 4ème année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 9 : Mme MARTY Agathe (Université de Limoges - 1ère année - Master)
- 9 bis : Mme MUJINGA MBIYA Elielle (Université du Littoral - 4ème année - Master)
- 10 : M. PARUCH Tristan (Université d'Amiens - 2ème année - Licence)
- 10 bis : M. EBERHARDT Alexandre (Universités de technologie de Compiègne (UTC) - 2ème année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 11 : Mme CLERET Enza (Université Paris-Est Créteil- Val de Marne - 1ère année - Licence)
- 11 bis : Mme CHARLES Stella (Université de Poitiers - 3ème année - Licence)

PROFESSION DE FOI

**LA CONFÉDÉRATION DES
ÉLUS ÉTUDIANTS (CEE) :
UNIVERSITÉS, ÉCOLES, DOCTORANTS ET
OUTRE-MER- MÊME COMBAT POUR LE
SERVICE PUBLIC**



QUI SOMMES-NOUS ?

La Confédération des Élus Étudiants (CEE) est un réseau indépendant, progressiste, humaniste et républicain. Nous sommes appartenants, construits hors des logiques de reproduction politique, pour permettre aux élus étudiants de porter la voix de leurs camarades en toute autonomie. Notre méthode est réformiste : nous croyons au débat, à l'expertise, à la négociation. Mais nos propositions sont radicales car les injustices auxquelles nous devons faire face le sont aussi.

NOTRE TÊTE DE LISTE



Malak KHALIS

Etudiante internationale originaire du Maroc, Malak étudie la science politique à l'université de Rouen où elle est élue au conseil d'administration

NOTRE OBJECTIF ?

Notre ligne est claire : **défendre un enseignement supérieur public, laïc, gratuit et accessible à toutes et tous**, sur l'ensemble du territoire, dans l'université comme dans les écoles. Nous voulons une recherche indépendante, ambitieuse, utile socialement et capable de répondre aux défis démocratiques, écologiques et technologiques de notre époque. À la Confédération, nous ne parlons pas "au nom des étudiants" : **nous parlons avec eux, depuis les amphithéâtres, les laboratoires, les écoles, les cités U, les territoires ultramarins et la Corse.**

NOTRE PROJET

Construire un **enseignement supérieur digne, émancipateur et protecteur** : il n'y a **pas de démocratie sans démocratie étudiante**, pas de progrès sans égalité réelle, pas d'université forte sans **un engagement clair** pour le service public.

POUR UNE UNIVERSITÉ PUBLIQUE, AMBITIEUSE ET ACCESSIBLE A TOUS

Une **orientation transparente et équitable** pour que chaque étudiant accède à la filière de son choix sans subir la sélection sociale.

Un **droit réel à la poursuite d'études**, avec une place garantie en master et un rééquilibrage territorial des formations.

Une **réforme du LMD (Licence-Master-Doctorat)** pour des parcours lisibles, cohérents et pédagogiquement exigeants.

Une **professionnalisation au service de l'intérêt général**, fondée sur l'accompagnement, le choix, la rémunération et le sens.

Un **plan d'urgence pour répondre à la précarité étudiante** et garantir une santé mentale accessible à tous.

Une **bifurcation écologique** assumée, intégrée dans les formations et dans la gestion des établissements.

Des **campus inclusifs**, libres de toute forme de discrimination et pensés pour l'accueil de toutes et tous.

L'égalité pleine et entière pour les étudiants étrangers, sans frais discriminatoires ni traitement dérogatoire.

POUR UNE ÉCOLE D'INGÉNIEUR AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Un **statut national** pour les élus

L'**accès aux services étudiants** pour tous

Une **diversification équitable** des voies d'accès

L'**encadrement protecteur** de l'alternance et des stages

La **lutte contre les discriminations** et pour la **parité**

Une **gouvernance plus ouverte et démocratique**

Un **financement public stable et équitable**

Une **mobilité internationale** accessible à tous

Des **formations modernes, co-construites et lisibles**

Une **pleine intégration** des écoles dans le service public de l'ESR

POUR L'ÉGALITÉ RÉELLE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Outre Mer et Corse

Des **formations complètes et de proximité**

Une lutte **contre la précarité** adaptée aux réalités locales

Un **service public universitaire moderne et humain**

Une **mobilité garantie et gratuite**

La **reconnaissance** des langues et cultures locales

Une **gouvernance autonome et territorialisée**

POUR UNE RECHERCHE PUBLIQUE AU SERVICE DE TOUS

Un **statut doctoral renforcé**

Une rémunération **digne et universelle**

Une **protection de l'indépendance scientifique**

L'accès **égal aux ressources** et à la **mobilité**

Un **financement adapté** à la durée réelle des thèses

Une **représentation institutionnelle** spécifique

La **pleine intégration des doctorants étrangers**

Un encadrement **humain** et une formation de **qualité**

RETRouve
L'INTEGRALITÉ
DE NOTRE
PROFESSION DE FOI
ET NOS
PROGRAMMES
DÉTAILLÉS



VIA CE QR CODE



Élection 2025 des étudiants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche



« La Confédération des Elus Etudiants : universités, écoles, outre-mer, doctorants - un même combat pour le service public »

- 1 : Mme KHALIS Malak (Université de Rouen - 3ème année - Licence)
- 1 bis : M. POULAIN-SOUVERYNS Louis (Université Toulouse Capitole - 2ème année - Licence)
- 2 : M. UTHAYAKUMAR Harishan (Université Paris Panthéon-Assas - 2ème année - Licence)
- 2 bis : Mme GROISARD Romane (Université Paris-Est Créteil- Val de Marne - 2ème année - Licence)
- 3 : Mme YAKBAH Wided (Institut supérieur de mécanique de Paris (Supméca) - 3ème année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 3 bis : M. VAN DER REST Matthieu (École nationale vétérinaire, agroalimentaire et de l'alimentation de Nantes-Atlantique (ONIRIS) - 3ème année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 4 : M. RODRIGUES Maxime (Université de Limoges - 4ème année - Master)
- 4 bis : Mme DECAILLE Mélanie (Université de Versailles - Saint Quentin en Yvelines UVSQ - 2ème année - Licence)
- 5 : Mme BAYLE Emeline (Université Toulouse II – Jean Jaurès - 2ème année - Licence)
- 5 bis : M. BAILLET Rémi (Université de Bourgogne Europe - 2ème année - Licence)
- 6 : M. PHILIP Hugo (Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC) - 1ère année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 6 bis : Mme GROSOVA Valérie (Université de Perpignan via Domitia - 2ème année - Licence)
- 7 : Mme POMMIER-MAURUSSANE Mahault (Institut national des sciences appliquées de Toulouse (INSA Toulouse) - 2ème année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 7 bis : M. BLOUET Noé (Ecole nationale supérieure maritime (ENSM) - 4ème année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 8 : M. RUIZ Alexandre (Université Paris X - 3ème année - Licence)
- 8 bis : Mme OLIVIER Eléa (Université de Caen - 3ème année - Licence)
- 9 : Mme BEDHOUCHÉ Lahna (Université Paris I - 1ère année - Licence)
- 9 bis : M. ROBERT Arthur (Centrale Lille Institut - 4ème année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 10 : M. VALAT Jules (Université de Montpellier Paul-Valery - 2ème année - Licence)
- 10 bis : Mme BOISSAY Elise (Université de Poitiers - 3ème année - Licence)
- 11 : Mme MUNZILA DE CASTRO E SILVA Ariane (Université Paris-Dauphine - 4ème année - Master)
- 11 bis : M. FOURNIAL Luc (Université Paris sciences et lettres (PSL) - 5ème année - Master)

Élection 2025 des étudiants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche



« Union Étudiante contre la sélection et l'extrême droite : l'alternative pour un enseignement supérieur émancipateur, démocratique, écolo et solidaire ! »

Candidature soutenue par : L'Union Étudiante

- 1 : Mme JULES-CLEMENT Léa (Université de Rennes - 4ème année - Master)
- 1 bis : M. ARANCIBIA Guillaume (Université Bordeaux Montaigne (Université Bordeaux-III) - Autre - Doctorat)
- 2 : M. REMTOULA Rayan (Université de La Réunion - 1ère année - Licence)
- 2 bis : Mme DENIZOT Manon (Université de Haute-Alsace - Autre - Master)
- 3 : Mme OUAHHABI KHARBACH Sabrine (Aix-Marseille Université - 4ème année - Master)
- 3 bis : M. STIVE Felix (Université Paris I - 5ème année - Master)
- 4 : M. LOGEL Tom (Université de Strasbourg - Autre - Doctorat)
- 4 bis : Mme GRAFFE Marine (Université de Bordeaux - 2ème année - Licence)
- 5 : Mme FOSSÉ Éloïse (Université Clermont Auvergne - 1ère année - Licence)
- 5 bis : M. LE RETIF Elouan (Institut national des sciences appliquées de Rennes (INSA Rennes) - 3ème année - Ecole ou formation cycle ingénieur)
- 6 : M. NEVEUX Hugo (Ecole normale supérieure de Paris (ENS) - 4ème année - Autres)
- 6 bis : Mme KERSALE Marietta (Université de Brest - 2ème année - Doctorat)
- 7 : Mme SARKISSIAN Lucine (Université Paris-Saclay - 2ème année - Santé)
- 7 bis : M. FALLET Elijah (Université de Versailles - Saint Quentin en Yvelines UVSQ - 2ème année - BUT)
- 8 : M. AMIOT Louis (Université Rennes II - 4ème année - Doctorat)
- 8 bis : Mme LAGHMADI Rita (Université Lyon III - Jean Moulin - 3ème année - Licence)
- 9 : Mme CORDAHI Agathe (Université de Toulouse - 1ère année - Licence)
- 9 bis : M. CAMAZON--SIONNIERE Sean (Université d'Angers - 5ème année - Santé)
- 10 : M. MERCIER Julien (Université Côte d'Azur - 2ème année - Doctorat)
- 10 bis : Mme ANDRAULT Pauline (Université de Tours - 2ème année - Licence)
- 11 : Mme DEBAUD Lisa (Institut d'études politiques de Paris (IEP) - Sciences Po - 1ère année - Licence)
- 11 bis : M. POUILLOT-CHEVARA Théophile (Nantes Université - 4ème année - Master)

UNION ÉTUDIANTE

CONTRE LA SÉLECTION & L'EXTRÊME DROITE: L'ALTERNATIVE POUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉMANCIPATEUR, DÉMOCRATIQUE, ÉCOLO ET SOLIDAIRE !

Cette élection se tient dans un contexte international de montée de l'extrême droite et de violentes attaques contre l'enseignement supérieur et ses valeurs. Face à ça, ni l'inaction ni le silence ne sont des options. Depuis décembre, des centaines de milliers d'étudiant·es s'organisent contre ces politiques austéritaires et réactionnaires : contre la préférence nationale, la sélection, la libéralisation de l'enseignement supérieur ou encore contre les attaques sur les libertés académiques.

L'Union étudiante porte une alternative au projet d'Emmanuel Macron, qui veut nous mettre au pas par la répression comme par la précarisation. En 2024, 80% des universités ont fini l'année en déficit. Depuis 2017, le budget par étudiant·e a baissé de 16%. Aujourd'hui, $\frac{1}{4}$ des étudiant·es dans le supérieur sont inscrit·es dans le privé. Nous défendons, au contraire, un enseignement supérieur gratuit, ouvert, émancipateur, démocratique et véritablement inclusif.

Lors des élections CROUS de février 2024, 1/3 des étudiant·es ont plébiscité le projet de l'Union étudiante contre la précarité et l'extrême droite, et nous ont permis de devenir la 1ère organisation étudiante. Plus que jamais, nous avons besoin d'un syndicalisme étudiant fort, présent sur le terrain sur l'ensemble du territoire, en hexagone comme dans les Outre-mer, pour défendre les droits des étudiant·es et organiser la jeunesse. L'enjeu est important : l'extrême droite, ses idées et ses méthodes violentes progressent partout et il n'y a que nous pour les arrêter.

L'Union étudiante est LA liste pour laquelle voter afin de véritablement porter la voix des étudiant·es, défendre **les droits de tous·tes et imposer une alternative aux projets de Macron comme de Le Pen pour nos universités !**

**LIEN VERS LE
PROJET CNESER**



BILAN

DÉFENDRE NOS DROITS

- Seule organisation à s'être **opposée à Mon Master** !
- Mobilisation **contre les politiques austéritaires** et les suppressions de places
- Proposition de loi pour **abroger Bienvenue en France** et les frais différenciés et ouvrir le système de bourses aux étudiant·es étranger·es

DES ÉLU·ES COMBATIF·VES AU SERVICE DES ÉTUDIANT·ES

- **Consultations** pour les passages de dossiers en CNESER, envers les doctorant·es, les étudiant·es en médecine, ...
- Bataille contre les avis dangereux imposés par l'HCERES et **prise en compte de l'avis des élu·es étudiant·es locaux·les**
- **Défense du service public** contre l'accréditation massive de l'enseignement privé
- **Relai des mobilisations et motions locales**, notamment en soutien au peuple palestinien ou contre l'extrême droite

UN TRAVAIL DE TERRAIN

- Mobilisation **pour une université inclusive** qui lutte activement contre toutes discriminations et oppressions : congé menstruel, changement de prénom d'usage facilité, ...
- **103 500 étudiant·es aidé·es** en 2 ans par des distributions de produits de première nécessité et de culottes menstruelles
- Pétition **contre la hausse des frais d'inscription** et campagne pour un revenu d'autonomie à hauteur du seuil de pauvreté
- Lutte **contre les projets d'EPE** et de Grand établissement
- **Inscription de sans-facs et d'étudiant·es étranger·es** dans de nombreuses universités

NOS PROPOSITIONS

1 POUR UN ESR OUVERT À TOUSTES

- Réengager un financement massif de l'Etat dans l'ESR pour rénover nos locaux, créer 300 000 places et des postes supplémentaires - et à terme du foncier
- Lutter contre toute hausse des frais d'inscription et revendiquer la gratuité de l'éducation
- Aligner les frais d'inscription en écoles d'ingénieurs et IEP sur les frais d'inscription universitaires
- S'opposer à toute forme de sélection, abroger Parcoursup et Mon Master et défendre un système où l'inscription n'est conditionnée que par l'obtention de l'année inférieure

2 POUR UN ESR QUI GARANTIT LA RÉUSSITE DE TOUSTES

- Renforcer les cadrages nationaux des diplômes
- Garantir les droits étudiants à l'échelle nationale : rattrapages, compensations, redoublement.
- Mettre fin à l'approche par compétences
- Favoriser des cours plus interactifs et plus pédagogiques
- Généraliser le congé menstruel dans toutes les universités
- Supprimer les exigences d'achat de matériel de cours

3 POUR UN ESR À TAILLE HUMAINE

- S'opposer aux fusions et regroupements universitaires et unifier le service public de l'enseignement supérieur
- S'opposer à la mise en concurrence des établissements, appels à projet et pérenniser les financements, contre les COMP
- Défendre les cultures dites régionales, les identités de chacun·e et le droit à l'autodétermination des peuples
- S'opposer à la mise en place de l'**acte 2 de l'autonomie des universités**
- Empêcher le financement par des entreprises privées et leur influence dans les contenus pédagogiques

4 CONTRE TOUTES FORMES DE DISCRIMINATIONS OU D'OPPRESSIONS

- Refonder la procédure d'accompagnement pour les étudiant·es en situation de handicap et mettre en place une cellule nationale de veille contre le validisme et le non-respect des droits
- Débloquer des moyens pour la lutte contre le sexisme, le validisme, le racisme et les LGBTIphobies dans l'ESR
- Mettre en place des formations obligatoires pour l'ensemble de la communauté universitaire contre les discriminations
- Généraliser et informer sur le droit d'utilisation du prénom d'usage
- Réformer les procédures disciplinaires pour une meilleure prise en charge des victimes de VSS et discriminations

5 POUR REPLACER LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE AU COEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEURE

- Supprimer l'HCERES
- Accorder un droit de veto au CNESER
- Renforcer la part des étudiant·es dans les conseils en diminuant celle des personnalités extérieures

6 CONTRE LES LOGIQUES DE PRÉCARISATION ET DOMINATION DES DOCTORANT·ES

- Créer un statut doctoral pour améliorer les conditions de travail des doctorant·es, lutter contre leur précarité et garantir une bonne insertion professionnelle
- Contractualiser toutes les doctorant·es et garantir la mensualisation de la rémunération (durant toute la durée de leur thèse)
- Améliorer l'accompagnement pédagogique et les infrastructures dédiées
- Supprimer la CVEC et les frais d'inscription pour les doctorant·es
- Intégrer au CNESER et dans tous les conseils universitaires des sièges spécifiques doctorants

7 POUR FAIRE DES OUTRE-MER UNE VRAIE PRIORITÉ

- Mettre en place un plan d'action global pour répondre aux difficultés touchant les établissements et étudiant·es des territoires d'Outre-mer
- Permettre une liaison plus directe entre sites sur un même territoire
- Développer les aides à la mobilité des étudiant·es ultramarin·es
- Étendre et diversifier l'offre de formation sur l'ensemble des territoires, augmenter particulièrement le nombre de places en IUT et en BTS
- Mettre en place une majoration de bourses afin de permettre de répondre au coût de la vie étudiante

8 CONTRE LES INÉGALITÉS ENVERS LES ÉTUDIANT·ES ÉTRANGER·ES ET LES POLITIQUES XÉNOPHOBES

- Régulariser les étudiant·es sans papiers : une carte étudiante = un titre de séjour
- Ouvrir le droit à la bourse à tout·e étudiant·e, quelle que soit sa nationalité
- Empêcher l'application des frais d'inscription différenciés et abroger le plan "Bienvenue en France"
- Renforcer l'accompagnement pédagogique et mettre en place des guichets uniques d'accueil

9 POUR UN ESR ENGAGÉ POUR LA PAIX ET CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

- Développer les formations et la recherche contribuant à la bifurcation écologique
- Accélérer la rénovation thermique des bâtiments
- Créer une règle verte nationale et rendre les établissements indépendants des grands pollueurs
- Mettre fin à la répression contre les étudiant·es mobilisé·es
- Rompre tout partenariat avec des institutions complices de violation des droits humains

10 POUR UN SERVICE PUBLIC DE LA VIE ÉTUDIANTE

- Lutter contre la précarité étudiante et défendre un système où nul·le n'aurait à travailler pour étudier
- Créer un statut d'étudiant·e salarié·e cadre nationalement
- Défendre le réseau des œuvres et mettre en place des guichets uniques d'accès aux droits CROUS/EPSCP
- Démocratiser les services de santé étudiants et mieux prévenir les risques spécifiques à la jeunesse
- Renforcer les moyens pour la vie associative et supprimer la CVEC

Élection 2025 des étudiants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche



« La liste associative et indépendante : BOUGE TES CAMPUS, pour un enseignement supérieur et une recherche inclusifs, écologiques et émancipateurs ! »

Candidature soutenue par : FAGE, AFNEE, AFNEG, AFNEUS, ANEMF, ANEP, ANEPF, ANESF, ANESH, ANESTAPS, ARES, FedEO, FEDIUT, FFEO, FNAEL, FNEK, FNEMS, FNEO, FNEP, FNESI, MIAGE Connection, UNAEE, UNECD, AFEP, AFGES, AFJEM, AGATE, AGEMP, AGEPE, ATENA, Avenir Etudiants FAGE, BAF, FAC, FACE06, FAEP, FAHB, FAMI, FASEE, FAUN, FCBN, Fé2A, Fed'Artois Fédé B, FedEA, Fédélor, FEDER, FEDET, FEDL'H, FET Campus 3, FEV, GAELIS, GALILLE, Interasso Avignon, InterAsso Grenoble Alpes, InterAsso Nantes, IAUSPN, INTERCampus, UBS

- 1 : Mme CHARLOT Lou (Aix-Marseille Université - 5ème année - Master)
- 1 bis : M. FOIX COLONIER Nils (Ecole centrale de Nantes - Autre - Doctorat)
- 2 : M. PHILIPPON Loris (Université de Lille - 4ème année - Master)
- 2 bis : Mme KNAB Caroline (Université de Strasbourg - 3ème année - Licence)
- 3 : Mme GAUCHER Andréa (Université Paris-Est Créteil- Val de Marne - 5ème année - Master)
- 3 bis : M. VOLLE Marius (Université d'Avignon - 3ème année - Licence)
- 4 : M. GOULIN Natan (Université de Lorraine - 5ème année - Santé)
- 4 bis : Mme NOBLOT Charline (Université de Reims Champagne-Ardenne URCA - 3ème année - Licence)
- 5 : Mme BOUNEMRI Célia (Université Côte d'Azur - 3ème année - Licence)
- 5 bis : M. BERTON Lucas (Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL) - 3ème année - Santé)
- 6 : M. MOUNIER Tao (Université Lyon II - 1ère année - Licence)
- 6 bis : Mme GRUPPO Zoé (Université Paris Cité - 5ème année - Master)
- 7 : Mme PLATTIER Daphné (Nantes Université - 4ème année - Master)
- 7 bis : M. MARCOIN Maxime (Sorbonne-Université - 4ème année - Santé)
- 8 : M. DIASCORN Jules (Université de Poitiers - 2ème année - Licence)
- 8 bis : Mme DAVID ROGEAT Tiphaine (Université Jean Monnet - 3ème année - Licence)
- 9 : Mme CHAUDRON Julia (Université de Rouen - 4ème année - Master)
- 9 bis : M. LY Laurent (Université Paris XIII - 5ème année - Santé)
- 10 : M. TRABOUILLET Simon (Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) - 2ème année - BUT)
- 10 bis : Mme SCHINDLER Eva (Université Clermont Auvergne - 5ème année - Master)
- 11 : Mme CHIEU Margot (Université d'Amiens - 3ème année - Santé)
- 11 bis : M. HERISSE Titouan (Université de Tours - 3ème année - Licence)

BOUGE TES CAMPUS

LA LISTE ASSOCIATIVE ET INDÉPENDANTE

25
27

Pour un enseignement supérieur et une recherche inclusifs,
écologiques et émancipateurs !



STAPS - Marseille



Ingénieur doctorant
Centrale - Nantes



Administration
publique - Lille



Sciences de la
vie - Strasbourg



Management et commerce
international - Créteil



Lettres modernes -
Avignon



Pharmacie - Nancy



STAPS - Reims



Information-communication
Nice



Médecine - Lyon 1



Droit et sciences
politiques - Lyon 2



Psychologie - Paris Cité



Droit des
affaires - Nantes



Kinésithérapie - Paris



STAPS - Angoulême



Sociologie - St-Étienne



Métiers de la
culture - Rouen



Médecine - Sorbonne
Paris-Nord



BUT Sciences et génie
des matériaux - Pau



Géomatique -
Clermont-Ferrand



Chirurgie dentaire -
Amiens



Géographie - Tours

BOUGE TES CAMPUS, c'est des élus qui ont obtenu :

- L'intégration au comité de pilotage stratégique du 3ème cycle (seule ORE en 2025)
- L'intégration de la transition écologique dans les maquettes de formation (depuis 2023)
- La mise en place du congé menstruel dans plusieurs universités (depuis 2022)
- La réforme du service de santé étudiante avec près de 8 millions d'euros débloqués (2021)
- Des protections menstruelles gratuites pour toutes et tous (2021)
- L'obtention du droit de vote des étudiantEs des formations sanitaires et sociales (2020)
- L'augmentation du nombre de psychologues au sein des universités (2019)
- Le développement de l'approche par compétences (2018)

+ 500 MILLIONS D'EUROS pour les bourses sur critères sociaux (2022)

Entre 2023 et 2025, adoption au CNESER de motions déposées par les élus BTC sur la lutte contre les VSS, l'accueil des ÉtudiantEs Internationaux ALES et la prise en compte de l'Urgence Climatique.



Des questions ? Tu peux nous contacter à cneser@fage.org !

NOS REVENDICATIONS MAJEURES POUR 2025-2027

Un meilleur accès à l'enseignement supérieur et à la recherche (ESR), via :



- Un **gel des frais d'inscription** à l'université
- Une **augmentation du nombre de places** en licence et master, pour permettre à chaque étudiantE d'évoluer dans la formation de son choix
- La transformation de Parcoursup en une réelle plateforme d'orientation, et non de sélection



Des meilleures conditions doctorales, via :



- Une **plateforme unique de candidatures** au doctorat
- Une lutte contre la précarité induite en doctorat, par le respect de la mensualisation du salaire, le financement de chaque doctorat grâce à un accès systématisé à un contrat de travail et le plein accès aux aides sociales
- Un meilleur encadrement, notamment par une limitation systématique du nombre maximal de doctorantEs par personne en direction de thèse et par personne encadrante

La considération des problématiques en écoles d'ingénieurE, via :



- La lutte **contre la hausse des frais d'inscription** des écoles d'ingénieurE
- Plus de transparence et de démocratie dans l'utilisation de la CVEC au sein des écoles d'ingénieurE
- Repenser la place de l'ingénieurE dans la société et sa formation pour l'adapter aux transitions environnementales et sociales

Un ESR défendant une culture inclusive et garant de la lutte contre les discriminations, haines et violences, via :



- L'amélioration des dispositifs de signalement et de lutte contre les discriminations et violences
- L'accessibilité universelle des formations et infrastructures pour garantir une inclusivité complète et universelle
- Un **financement pérenne des dispositifs** de promotion de la culture inclusive et de lutte contre les discriminations, haines et violences
- L'opposition à l'application de **frais différenciés** pour les étudiantEs internationaux ALES et la mise en place de mesures pour un réel accueil
- La formation du personnel, des enseignantEs et des étudiantEs sur ces enjeux pour déployer une culture inclusive dans l'ensemble de la société



Des établissements prenant en compte les enjeux de l'urgence écologique, via :



- L'**inclusion effective de la transition écologique dans l'ensemble des formations**, en portant un meilleur financement de l'ESR et la formation des enseignants et enseignantes sur cette thématique
- Le développement de la biodiversité et les îlots de verdure sur les campus
- Des politiques de rénovation des bâtiments pour améliorer leurs performances écologiques et leur confort d'usage

Un ESR vecteur d'émancipation, via :



- La **lutte contre la privatisation de l'enseignement supérieur**, et en urgence sa régulation pour protéger les étudiantEs
- Un **financement de la CVEC par l'État**, et non par les étudiantEs
- Une **meilleure valorisation de l'engagement étudiant** dans les parcours de formation
- Une réforme de la démocratie étudiante garantissant l'expression du public étudiant
- La garantie d'un accès universel aux services étudiants

Des formations permettant épanouissement et insertion professionnelle, via :



- Le développement de l'**approche par compétences**
- Un accompagnement sur la recherche de stage et d'alternance dans les formations
- La mise en place de banques de stage dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche

De réelles avancées pour les formations en santé, via :



- Une implication particulière quant aux **réformes des formations en santé**, en lien avec les fédérations expertes du sujet
- L'**universitarisation des formations paramédicales**, déjà amorcée depuis de nombreuses années, et l'obtention de la bi-appartenance de ces formations

NOTRE PROFESSION
DE FOI ENTIÈRE :



TU NOUS CONNAIS SÛREMENT POUR :



Le dispositif **Personne de Confiance**, pour des événements plus sûrs, dans une démarche active de lutte contre les VSS

Les 43 épiceries sociales et solidaires pour lutter contre la précarité étudiante et l'isolement social



Nos événements de formation, dont le Séminaire National des ÉluEs ÉtudiantEs (SNEE) !



Élection 2025 des étudiants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche



« Contre l'austérité budgétaire, l'extrême droite et la sélection : Vote UNEF, le syndicat étudiant pour un enseignement supérieur ouvert et émancipateur ! »

Candidature soutenue par : UNEF le syndicat étudiant Fédération des Etudiants en Résidences Universitaires Fédération Nationale des Etudiants Chercheurs

- 1 : M. JUSTE Rhagive (Université de La Guyane - 4ème année - Master)
- 1 bis : Mme ROQUES Zazie (Université Lyon II - 2ème année - Licence)
- 2 : Mme STECZYCKI Lune (Université de Bourgogne Europe - 3ème année - Licence)
- 2 bis : M. LÉVÊQUE Arthur (Université d'Angers - 2ème année - Licence)
- 3 : M. PETIT Simon (Université Bordeaux Montaigne (Université Bordeaux-III) - 3ème année - Licence)
- 3 bis : Mme MOREAU Coppélia (Université Paris X - 4ème année - Master)
- 4 : Mme DIXON Cléo (Université d'Amiens - 3ème année - Licence)
- 4 bis : M. DOULAT Léonce (Université Grenoble Alpes - 5ème année - Master)
- 5 : M. FLACHAT-BERNE Léon (Institut d'études politiques de Paris (IEP) - Sciences Po - 5ème année - Master)
- 5 bis : Mme BEDU Elodie (Université d'Orléans - 2ème année - Licence)
- 6 : Mme LE PENNEC Anna (Université d'Evry val d'Essonne - 1ère année - Licence)
- 6 bis : M. POUCHOL-BLANCHON Vincent (Université de Limoges - 5ème année - Master)
- 7 : M. BUTTARD Rémi (Université du Mans - 1ère année - Licence)
- 7 bis : Mme VAGNAUX Enora (Université Marie et Louis Pasteur - 3ème année - Licence)
- 8 : Mme DE BRITO Alice (Université Paris-Est Créteil- Val de Marne - 2ème année - Licence)
- 8 bis : M. LIAGRE Clément (Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL) - 3ème année - Licence)
- 9 : M. SADDEDINE Aghiles (Université Paris VIII - 4ème année - Master)
- 9 bis : Mme DERROUGH Loumna (Université de Toulon - 2ème année - Licence)
- 10 : Mme GOURGAND Anais (Université de Lille - 5ème année - Master)
- 10 bis : M. LEBACRE Baptiste (Université d'Artois - 1ère année - Licence)
- 11 : M. SCHMIDT MERJAY Paul Alexandre (Université de Lorraine - 5ème année - Santé)
- 11 bis : Mme DAS NEVES Oloha (Université Jean Moulin Lyon III - 1ère année - Licence)

VOTE UNEF !

CONTRE

L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE
L'EXTRÊME DROITE
LA SÉLECTION

POUR

POUR UN ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR OUVERT ET
ÉMANCIPATEUR !

PRIORITÉ À
L'ÉDUCATION

unef
le syndicat étudiant

VOTE UNEF

CONTRE L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE, L'EXTRÊME DROITE ET LA SÉLECTION : VOTE UNEF, LE SYNDICAT ÉTUDIANT POUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR OUVERT ET ÉMANCIPATEUR !

DES DROITS ÉTUDIANTS RESPECTÉS

- Remise en place des rattrapages et de la compensation dans toutes les filières
- Règle du max à tous les examens
- Contre la répression des étudiant-e-s mobilisé-e-s

CONTRE LES DISCRIMINATIONS

- Des moyens pour lutter contre les idées et violences de l'extrême droite dans les lieux d'études
- Des permanences physiques des cellules de veille et d'écoute
- Un budget à la hauteur contre les discriminations et les VSS
- Des congés menstruels dans toutes les universités et écoles

ÉTUDIER EST UN DROIT PAS UN PRIVILÉGE !

- Suppression de la CVEC
- Augmentation des places en licence et en master
- Suppression de Parcousup et de Mon Master
- Abrogation du plan "Bienvenue en France"
- Cadrage national des frais d'inscriptions dans les écoles

L'UNEF a déposé au CNESER une motion pour dénoncer le manque de financement et le flou budgétaire dans la lutte contre les VSS

NOS CANDIDAT-E-S



Rhagive JUSTE
Élu étudiant à
l'université de Guyane



Zazie ROQUES
Élue étudiante à
l'université de Lyon 2

L'UNEF est la première organisation à avoir réussi à imposer le tout premier congé menstruel !

FACE À L'AUSTERITÉ BUDGÉTAIRE IMPOSÉE PAR MACRON : VOTE UNEF !

LE GOUVERNEMENT VEUT DÉTRUIRE NOTRE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PUBLIC EN L'APPAUVRISANT DE FAÇON SCANDALEUSE. DES MILLIERS D'ÉTUDIANTS ET D'ÉTUDIANTES SE SONT MOBILISÉ-E-S PENDANT 8 MOIS CONTRE L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE. L'UNEF REVENDIQUE :

8 MILLIARD D'EUROS DE BUDGET

LA FIN DES FINANCEMENTS PUBLICS DANS LES ÉCOLES PRIVÉS
CRÉATION DE 2 UNIVERSITÉS DE TAILLE MOYENNE

RETRouve NOTRE PROJET COMPLET ICI

unef
le syndicat étudiant



: UNEF



: contact@unef.fr

Élection 2025 des étudiants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche



« UNI et indépendants : au service des étudiants »

Candidature soutenue par : UNI, Action IUT, Collectif des étudiants en santé, Promotion Grandes Écoles, Collectif stop les blocages, Campus Vert, Université Emploi.

- 1 : M. POMMIER Arthur (Université de Bordeaux - 3ème année - Licence)
- 1 bis : M. STRACHAN Rubens (Université de Lille - 3ème année - Licence)
- 2 : Mme CHAUSSIVERT Anaëlle (Université d'Angers - 2ème année - Licence)
- 2 bis : Mme FOUGERAS DE LAVERGNOLLE Espérance (Université de Versailles - Saint Quentin en Yvelines UVSQ - 2ème année - Licence)
- 3 : M. SAKPA Samuel (Université Grenoble Alpes - 3ème année - Licence)
- 3 bis : M. ROGER Tristan (Université de Tours - 3ème année - Licence)
- 4 : Mme BLANC Chloé (Université Jean Moulin Lyon III - 2ème année - Licence)
- 4 bis : Mme MONTEILH Clémentine (Aix-Marseille Université - 5ème année - Santé)
- 5 : M. CHEVALIER Foucauld (Université Paris Panthéon-Assas - 3ème année - Licence)
- 5 bis : M. NAHI Esteban (Université de Rouen - 3ème année - Licence)
- 6 : Mme BOZON Clothilde (Université de Reims Champagne-Ardenne URCA - 2ème année - Licence)
- 6 bis : Mme NAVARRO Cléopha (Université Côte d'Azur - 4ème année - Master)
- 7 : M. PECH Sophonie (Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (ISAE) - Autre - Doctorat)
- 7 bis : M. RIVET Max (Nantes Université - 2ème année - Licence)
- 8 : Mme DE BLIC Aliénor (Université Paris-Dauphine - 5ème année - Master)
- 8 bis : Mme CAUDREPLIER Amandine (Université d'Artois - 3ème année - Licence)
- 9 : M. RICHARD Gaël (Université de Montpellier - 2ème année - Licence)
- 9 bis : Mme CAPLIEZ Marjolaine (Université d'Amiens - 4ème année - Master)
- 10 : Mme GRANET Éléonore (Université de Perpignan via Domitia - 3ème année - Licence)
- 10 bis : Mme CLAUDEL Marie (Université de Lorraine - 4ème année - Master)
- 11 : M. BEAUVAIS Hugo (Université Paris I - 3ème année - Licence)
- 11 bis : M. LEGROS Valentin (Université de Bretagne sud - 3ème année - Licence)

ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS ÉTUDIANTS

AU CONSEIL NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE 2025



VOTEZ

UNI et Indépendants : au service des étudiants !

Pourquoi choisir la liste UNI et indépendants ?

Chers grands électeurs,

L'UNI (Union Nationale Inter-universitaire) porte depuis plus de 50 ans dans chacune de nos universités un élan de modernisation de l'enseignement supérieur et de la recherche. Nous souhaitons construire de meilleures formations et permettre à chaque étudiant de se construire un parcours vers une vie professionnelle épanouissante.

Pour enfin sortir des logiques anciennes et des corporatismes, il est nécessaire d'insuffler un nouvel élan dans l'enseignement supérieur. Cette vision est portée au quotidien par nos élus UNI, avec le soutien régulier de nombreux élus indépendants.

L'UNI dénonce le poids de la bureaucratisation qui ne respecte pas la spécificité de chaque discipline et qui empêche les différentes filières des universités de s'adapter rapidement aux besoins du monde professionnel.

Contre ceux qui pensaient que l'insertion professionnelle ne devait pas être au cœur de nos diplômes, l'UNI continuera de porter le combat pour la professionnalisation des études.

L'UNI défend et défendra les grandes écoles, notamment les écoles d'ingénieurs qui constituent une forme d'excellence, tant au niveau des formations dispensées que des débouchés professionnels.

La liste UNI et indépendants, forte de ses élus dans les grandes écoles, entend insuffler une

nouvelle dynamique pour ces établissements trop souvent oubliés par les politiques publiques de l'enseignement supérieur.

Nous nous battons également pour plus de justice dans le cadre de la réforme annoncée des aides sociales et notamment des bourses sur critères sociaux. Nous avons toujours défendu les classes moyennes qui sont les grandes perdantes de notre système actuel d'aides sociales. C'est pourquoi nous exigeons la prise en compte du coût de la vie pour les étudiants selon les régions et la mise en place d'une prime d'activité pour les étudiants salariés.

L'UNI est la seule organisation représentative à s'opposer aux blocages des universités menés par des syndicalistes professionnels. Ils préfèrent l'agitation médiatique et politique à l'intérêt des étudiants, que souvent ils n'hésitent pas à piétiner si cela peut servir leurs ambitions égoïstes.

Les blocages depuis plus de deux ans ont causé des centaines de milliers d'euros de dommages, mais ont surtout entravé la formation et le contrôle de connaissances de nombreux étudiants.

Nous incarnons la seule voix opposée à la destruction de l'enseignement supérieur et à la passivité des pouvoirs publics face à cette situation.

Donner sa voix à l'UNI, c'est nous soutenir dans ces combats !



Arthur Pommier, étudiant en droit

Tête de liste 2025-2027

« UNI et indépendants : au service des étudiants ! »



NOS PROPOSITIONS

AMÉLIORER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES ÉTUDIANTS

- Exiger la publication des taux d'insertion professionnelle, filière par filière, pour l'ensemble des diplômes. Cette information est indispensable pour une orientation efficace
- Avancer concrètement sur la question des stages, dans tous les cursus, dès la licence. Notamment en généralisant les bureaux des stages et en mettant fin à la bureaucratie étouffante
- Généraliser les conférences et forums des métiers
- Augmenter les possibilités d'alternance et d'apprentissage
- Promouvoir les filières technologiques (IUT) et le système des Grands établissements, en s'appuyant sur leurs points forts (sélection à l'entrée, forte imbrication avec les entreprises, etc.)
- Accompagner les étudiants dans leur orientation et leurs premières recherches d'emplois

UNE EXIGENCE DE QUALITÉ POUR LE DOCTORAT

- Diversifier les sources de financement pour la recherche. Par exemple, en défiscalisant totalement le mécénat pour les projets de thèses
- Exonérer les frais d'inscription pour les doctorants qui effectuent un certain nombre d'heures d'enseignement
- Généraliser et accélérer la rémunération des charges de TD/ATER
- Ouvrir des débouchés aux jeunes docteurs dont l'expérience doit leur permettre d'intégrer des postes à fortes responsabilités
- Valoriser les stages en validation d'heures de formation doctorale

PROTÉGEONS NOS IUT

Pour garantir la qualité des IUT et leurs diplômes, la liste UNI et indépendants demande et se battra pour :

- Garantir un financement propre aux IUT afin d'assurer leur pérennité et permettre leur développement
- Maintenir la sélection à l'entrée de l'IUT qui est un gage de réussite pour les étudiants et de valeur pour leurs diplômes
- Défendre les filières technologiques et professionnelles qui ont fait leurs preuves depuis 50 ans
- Préserver le modèle de classes en « petits groupes » pour un meilleur suivi de chaque étudiant

VIE ÉTUDIANTE

- Garantir la liberté d'expression sur nos campus et la liberté académique pour nos enseignants
- Combattre la censure et les dérives idéologiques
- Interdire les blocages et mettre en place le système « casseur = payeur »
- Créer de véritables formations pour les élus étudiants dans l'ensemble des établissements, et mieux valoriser l'engagement étudiant
- Promouvoir une écologie positive dans l'enseignement supérieur et développer les circuits-courts dans la restauration étudiante

INNOVER EN MATIÈRE D'AIDES SOCIALES

- Créer un véritable système de prêts étudiants, à taux 0, garantie à 100% et dont le remboursement est adapté à la situation professionnelle et financière future de l'étudiant
- Développer les bourses au mérite, d'excellence et de mobilité
- Défendre une réforme des bourses et des aides sociales plus juste et personnalisée à chaque étudiant. Cette réforme ne doit pas oublier les classes moyennes
- Mettre en place une prime d'activité étudiante

SAUVEGARDER NOS ÉCOLES, NOS INSTITUTS ET LEURS SPÉCIFICITÉS

- Récompenser les établissements vertueux plutôt que donner une prime aux mauvais gestionnaires et infliger une peine supplémentaire aux établissements qui font des efforts
- Augmenter les stages à l'étranger en créant des partenariats avec les grandes universités internationales
- Développement des doubles diplômes
- Maintien de la sélection à l'entrée des écoles et instituts
- Redonner de la liberté aux établissements pour l'instauration de leurs maquettes de cours. Ainsi, chaque établissement peut se spécialiser et insister sur ses points forts, sans que cela ne remette en cause le caractère national du diplôme, auquel nous sommes attachés
- Combattre le wokisme qui s'ingère progressivement dans les formations de nos écoles

DE NOUVEAUX FINANCEMENTS POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- Lutter plus efficacement contre l'absentéisme qui fait peser un coup considérable pour les établissements d'enseignement supérieur
- Ouvrir davantage le financement des établissements au secteur privé et aux fondations

- Augmenter les financements publics pour les filières à fort taux d'insertion professionnelle ou sous tension
- Faire un audit sur les filières en sur-effectif et non insérantes afin de rationaliser leurs investissements et financements